

RCS : MONTPELLIER

Code greffe : 3405

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MONTPELLIER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 00626

Numéro SIREN : 948 805 007

Nom ou dénomination : 1TERKAZ

Ce dépôt a été enregistré le 15/01/2024 sous le numéro de dépôt 856

**1TERKAZ**  
**Société à responsabilité limitée au capital de 12 000 euros**  
**Siège social : 246 Chemin de la Draille - 34150 GIGNAC**  
**948 805 007 RCS MONTPELLIER**

---

**DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIÉS**

**DU** 29 décembre 2023

**Les soussignés :**

- La **Société MANALOE**, Société par Actions Simplifiée au capital de 12 752 euros ayant son siège social à VIGNEUX DE BRETAGNE (44360) – Les Oisinet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 901 051 516,  
Représentée par **Monsieur Matthieu LAURET**, son Président,  
Propriétaire de ..... 2 590 parts sociales
- **Monsieur William VIRASSAMY**,  
Demeurant à GIGNAC (34150) – 246 chemin de la Draille,  
Propriétaire de ..... 2 150 parts sociales
- **Monsieur Jean Baptiste VIRASSAMY**,  
Demeurant à VIGNEUX DE BRETAGNE (44360) – 20 le Gros Buisson,  
Propriétaire de ..... 4 215 parts sociales
- La société **SANZAC**, société par actions simplifiée au capital de 1 200 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 950 929 158,  
Représentée par **Monsieur Pierre-Yves SANTIAGO**, son Président,  
Propriétaire de ..... 1 086 parts sociales
- La société **CENFRAN**, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros, ayant son siège social à ORVAULT (44700) – 8 rue des Buttes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 950 835 595,  
Représentée par **Monsieur Frank BECQUET**, son Président,  
Propriétaire de ..... 727 parts sociales
- La société **OLIVISS**, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros ayant son siège social à ORVAULT (44700) – 14 bis avenue Jean Moulin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 951 013 911,  
Représentée par **Monsieur Ervis GUSHO**, son Président,  
Propriétaire de ..... 627 parts sociales
- La société **VIRALAU**, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 200 euros, ayant son siège social à VIGNEUX DE BRETAGNE (44360) – Les Oisinet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 951 703 313,  
Représentée par **Monsieur Matthieu LAURET**, son Président,  
Propriétaire de ..... 602 parts sociales

- La société **SANLAUZAC**, Société par Actions Simplifiée au capital de 12 000 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 909 346 546,  
Représentée par **Madame Claire LEVEZAC**, sa Présidente,  
Propriétaire de ..... 1 part sociale
  
- La société **CORE**, Société par Actions Simplifiée au capital de 12 000 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 951 788 272,  
Représentée par la société **MANALOE** (901 929 158 RCS NANTES), sa Présidente, elle-même représentée par par **Monsieur Matthieu LAURET**, son Président,  
Propriétaire de ..... 1 part sociale
  
- La société **BULLE**, Société par Actions Simplifiée au capital de 12 000 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 952 185 106.  
Représentée par la société **MANALOE** (901 929 158 RCS NANTES), sa Présidente, elle-même représentée par **Monsieur Matthieu LAURET**, son Président,  
Propriétaire de ..... 1 part sociale

Détenant ensemble 12 000 parts sociales, soit la totalité des parts de la société à responsabilité limitée **1TERKAZ** désignée ci-dessus,

Agissant en qualité de seuls associés de la société **1TERKAZ** et conformément aux dispositions de l'article L. 223-27 du Code de commerce et de l'article 20.1. des statuts,

**1. Ont délibéré sur l'ordre du jour suivant**

**ORDRE DU JOUR**

- Autorisation d'une cession de parts entre associés,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

**2. Ont pris à l'unanimité les décisions suivantes :**

**PREMIERE DECISION**

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet de la société CENFRAN de céder les 727 parts sociales lui appartenant dans la Société, aux sociétés CORE et BULLE (cession de 600 parts à CORE et de 127 à BULLE), déjà associées, et conformément à l'article 15.1.2. des statuts, déclare autoriser ladite cession, qui sera réalisée à compter du jour où la cession sera signifiée à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège de la Société.

## DEUXIEME RÉSOLUTION

La collectivité des associés, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide, sous la condition suspensive de la réalisation de la cession autorisée, que l'article 8 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

### « ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES (Nouveau)

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

<b>Société MANALOE,</b> DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX parts sociales, numérotées de 1 à 2.590, ci .....	2.590 parts
<b>Monsieur William VIRASSAMY,</b> DEUX MILLE CENT CINQUANTE parts sociales, numérotées de 2.591 à 4.740, ci .....	2.150 parts
<b>Monsieur Jean-Baptiste VIRASSAMY,</b> QUATRE MILLE DEUX CENT QUINZE parts sociales, numérotées de 4.741 à 8.955, ci .....	4.215 parts
<b>Société SANZAC,</b> MILLE QUATRE VINGT SIX parts sociales, numérotées de 8.956 à 10.041, ci .....	1.086 parts
<b>Société OLIVISS,</b> SIX CENT VINGT SEPT parts sociales, numérotées de 10.769 à 11.395, ci .....	627 parts
<b>Société VIRALAU,</b> SIX CENT DEUX parts sociales, numérotées de 11.396 à 11.997, ci .....	602 parts
<b>Société SANLAUZAC,</b> UNE part sociale, numérotée 11.998, ci .....	1 part
<b>Société BULLE,</b> CENT VINGT HUIT parts sociales, numérotées de 10.642 à 10.768 et 11.999, ci .....	128 parts
<b>Société CORE,</b> SIX CENT UNE parts sociales, numérotées de 10.042 à 10.641 et 12.000, ci .....	601 parts
	=====
TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social <b>DOUZE MILLE parts sociales</b> .....	12.000 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus. »

### TROISIEME DECISION

La collectivité décide de supprimer les articles 38 et suivants des statuts devenus sans objet.

### QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

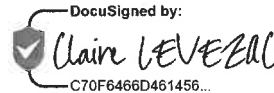
\*\*\*\*

Le présent acte sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social et un exemplaire original signé par tous les associés sera conservé dans les archives de la Société.

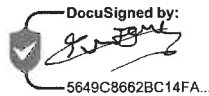
**Pour la société MANALOE**  
**Monsieur Matthieu LAURET**

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...

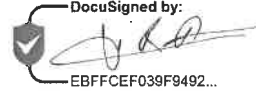
**Pour la société SANLAUZAC**  
**Madame Claire LEVEZAC**

DocuSigned by:  
  
C70F6466D461456...

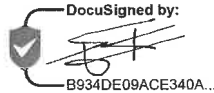
**Monsieur Jean-Baptiste VIRASSAMY**

DocuSigned by:  
  
5649C8662BC14FA...

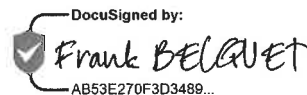
**Monsieur William VIRASSAMY**

DocuSigned by:  
  
EBFFCEF039F9492...

**Pour la société SANZAC**  
**Monsieur Pierre-Yves SANTIAGO**

DocuSigned by:  
  
B934DE09ACE340A...

**Pour la société CENFRAN**  
**Monsieur Frank BECQUET**

DocuSigned by:  
  
AB53E270F3D3489...

**Pour la société OLIVISS**  
**Monsieur Ervis GUSHO**

DocuSigned by:  
  
0D2A22A19FBC4D0...

**Pour la société VIRALAU**  
**Monsieur Matthieu LAURET**

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...

**Pour la société BULLE**

**Pour la société CORE**

**La société MANALOE**  
**Monsieur Matthieu LAURET**

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...

**La société MANALOE**  
**Monsieur Matthieu LAURET**

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...



# CONVENTION DE CESSION DE PARTS SOCIALES DE LA SOCIÉTÉ 1TERKAZ

## LES SOUSSIGNES :

- **La société CENFRAN**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, ayant son siège social à ORVAULT (44700) – 8 rue des Buttes, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 950 835 595,

Représentée par **Monsieur Frank BECQUET**, son Président,

*Ci-après dénommée le « Cédant »,*

**D'UNE PART,**

**ET**

- **La société CORE**, société par actions simplifiée au capital de 12 000 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 951 788 272,

Représentée par sa Présidente, la société **MANALOE**, société par actions simplifiées au capital de 12 752 €, ayant son siège social à VIGNEUX DE BRETAGNE (44360) – Les Oisinet, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 901 051 516, elle-même représentée par son Président, **Monsieur Matthieu LAURET**,

Et par sa Directrice Générale, la société **SANZAC**, société par actions simplifiée au capital de 1 200 €, ayant son siège social à NANTES (44300) - 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 950 929 158, elle-même représentée par son Président, **M Pierre-Yves SANTIAGO**,

- **La société BULLE**, société par actions simplifiée au capital de 12 000 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 952 185 106,

Représentée par sa Présidente, la société **MANALOE**, société par actions simplifiée au capital de 12 752 € ayant son siège social à VIGNEUX-DE-BRETAGNE (44360) – Les Oisinet, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 901 051 516, elle-même représentée par son Président, **Monsieur Matthieu LAURET**,

Par sa Directrice Générale la société **SANZAC**, société par actions simplifiée au capital de 1 200 €, ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 950 929 158, elle-même représentée par son Président, **Monsieur Pierre-Yves SANTIAGO**,

Et par sa Directrice Générale, la société **OLIVISS**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 € ayant son siège social à ORVAULT (44700) – 14 bis avenue Jean Moulin, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 951 013 911, elle-même représentée par son Président, **Monsieur Ervis GUSHO**,

*Ci-après dénommés ensemble les « Cessionnaires »,*

**D'AUTRE PART,**

Paraphes :



Page 1 sur 8



**Le Cédant et les Cessionnaires pourront être désignés individuellement par le terme la « Partie » ou collectivement par le terme les « Parties ».**

**Avec l'intervention de :**

- La société **1TERKAZ**, société à responsabilité limitée au capital de 12 000 €, ayant son siège social à GIGNAC (34150) – 246 chemin de la Draille et qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER sous le numéro 948 805 007,

Représentée par Monsieur Matthieu LAURET, son gérant,

**ONT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Suivant acte sous signature privée en date du 19 janvier 2023, il a été constitué une à responsabilité limitée dénommée **1TERKAZ**, au capital de 12 000 € (suite à une augmentation de capital en date du 17 mai 2023 et une réduction de capital du 18 septembre 2023), divisé en 12 000 parts sociales de 1 € chacune, dont le siège est fixé à GIGNAC (34150) – 246 chemin de la Draille et qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER sous le numéro 948 805 007.

La société 1TERKAZ a pour objet :

- « la rénovation de tous bâtiments neufs et anciens, dans tous les corps d'état (peinture, carrelage, pose de parquet, démolition, plâtrerie, électricité, plomberie, charpente, ossature en bois et nettoyage de chantier) auprès d'une clientèle privée (particuliers et professionnels) et publique ;
- l'entretien extérieur des bâtiments ;
- la formation et/ou l'assistance pour la réalisation de ces travaux ;
- tous travaux dans tous les corps d'état dans le domaine du bâtiment ;
- toute prestations de services et le négoce de produits dans le domaine du bâtiment et l'apport d'affaires ;
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. »

Les parts sociales composant le capital de la société sont actuellement attribuées comme suit :

- la société MANALOE  
Parts n° 1 à 2 590 ..... 2 590 parts sociales
- Monsieur William VIRASSAMY  
Parts n° 2 591 à 4 740 ..... 2 150 parts sociales

Paraphes : 



- Monsieur Jean-Baptiste VIRASSAMY Parts n° 4 741 à 8 955 .....	4 215 parts sociales
- la société SANZAC Parts n° 8 956 à 10 041 .....	1 086 parts sociales
- la société CENFRAN Parts n° 10 042 à 10 768 .....	727 parts sociales
- la société OLIVISS Parts n° 10 769 à 11 395 .....	627 parts sociales
- la société VIRALAU Parts n° 11 396 à 11 997 .....	602 parts sociales
- la société SANLAUZAC Part n° 11 998 .....	1 part sociale
- la société BULLE Part n° 11 999.....	1 part sociale
- la société CORE Part n°12 000.....	1 part sociale =====
TOTAL .....	12 000 parts sociales

Le Cédant possède 727 parts sociales de 1 € pour les avoir souscrites au moment de l'augmentation de capital intervenue le 17 mai 2023, au moyen d'apports en numéraire.

La société est administrée par Messieurs Matthieu LAURET, William VIRASSAMY, Jean-Baptiste VIRASSAMY et Pierre-Yves SANTIAGO, ses cogérants.

### ***CECI EXPOSE, ILS ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :***

#### **CESSION DE PARTS SOCIALES**

Par les présentes, le Cédant cède sous les garanties ordinaires de fait et de droit, aux Cessionnaires qui acceptent, les 727 parts sociales de 1 € qu'il possède dans la société 1TERKAZ, dans les proportions suivantes :

- Cession de 600 parts sociales numérotées de 10 042 à 10 641 à la société CORE ;
- Cession de 127 parts sociales numérotées de 10 642 à 10 768 à la société BULLE.

#### **AGREMENT DE LA CESSION**

Conformément à l'article 15.1.2. des statuts, la présente cession est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Aux termes d'une décision en date de ce jour, les associés ont autorisé à l'unanimité la présente cession et ont modifié, sous la condition suspensive de la signature du présent acte, l'article 8 des statuts.

Paraphes :

Page 3 sur 8

### PROPRIETE - JOUISSANCE

Les Cessionnaires deviennent les seuls propriétaires des parts cédées à compter de ce jour et sont subrogés dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Les Cessionnaires se conformeront à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont ils déclarent avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Ils jouiront à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Les Cessionnaires auront seuls droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur ces parts postérieurement à ce jour.

### PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de SEPT CENT VINGT SEPT EUROS (727 €), soit UN EURO (1 €) par part sociale, réparti comme suit :

- SIX CENTS EUROS (600 €) pour la société CORE ;
- CENT VINGT HUIT EUROS (128 €) par la société BULLE.

### PAIEMENT DU PRIX - CREDIT-VEUNDEUR

Le Cédant consent aux Cessionnaires qui acceptent, un crédit-vendeur pour la totalité du prix, soit un montant de :

- SIX CENTS EUROS (600 €) pour la société CORE ;
- CENT VINGT HUIT EUROS (128 €) par la société BULLE.

Ce crédit-vendeur est consenti aux conditions et charges ci-après déterminées :

- Le crédit-vendeur est consenti jusqu'au 31 décembre 2024. Les Cessionnaires s'obligent donc à rembourser la totalité de la somme objet du crédit-vendeur, soit SIX CENTS EUROS (600 €) pour la société CORE et CENT VINGT HUIT EUROS (128 €) pour la société BULLE, ci-dessus mentionnée, au plus tard le 31 décembre 2024 ;
- Le crédit-vendeur est consenti sans intérêts ;
- Le crédit vendeur est consenti sans garantie ;
- Les Cessionnaires pourront rembourser par anticipation le crédit-vendeur, en totalité ou en partie, à tout moment et sans pénalité ;
- Si des sommes restaient dues au 1<sup>er</sup> janvier 2025, elles porteraient intérêt au taux de 10% l'an, jusqu'à leur complet remboursement, sans préjudice pour le Cédant de saisir les juridictions compétentes afin d'obtenir le remboursement des sommes dues.

### COMPTES-COURANTS

Les Parties déclarent qu'à ce jour, le compte courant du Cédant s'élève à **CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE TREIZE EUROS (5 273 €)**.

Les associés de la Société ont conclu une convention de compte courant en date des 8, 9, 10 et 28 novembre 2023.

Paraphes :



Page 4 sur 8



Conformément à l'article 3.4.3. de la convention, celle-ci sera automatiquement résiliée entre le Cédant et la société suite à la cession :

« **3.4.3. Résiliation automatique**

*Quelle que soit la date éventuellement prévue pour le remboursement de l'avance en compte-courant, la présente convention sera automatiquement résiliée en cas de perte du lien en capital, direct ou indirect, entre les Parties, dans un délai de 60 jours à compter de la perte du lien ou du contrôle.*

*La résiliation de la présente convention entraînera l'exigibilité de toutes les sommes mises à disposition et des intérêts, au jour de la prise d'effet de la résiliation.*

*Toutefois, le remboursement ne pourra être effectué qu'à condition que la trésorerie de la Société le permette. »*

Les Parties sont convenues de déroger aux dispositions de la convention de compte-courant rappelée ci-dessus. Le compte courant devra être remboursé au Cédant au plus tard le 31 décembre 2024.

Jusqu'au remboursement du compte courant, le Cédant continuera à percevoir les intérêts sur les sommes qui lui sont dues en application de la convention.

### ABSENCE DE GARANTIE DE PASSIF

La présente cession est consentie et acceptée sans garantie d'actif et de passif.

### DECLARATIONS DES PARTIES

Le Cédant et les Cessionnaires déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur ;
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

### ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société 1TERKAZ est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

Le montant des droits d'enregistrement s'élève à 25 € pour chacun des Cessionnaires (minimum de perception).

Par ailleurs, les Parties sont expressément convenues que le montant des droits d'enregistrement sera supporté par le Cédant.

Paraphes :

Page 5 sur 8

### FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

### AFFIRMATION DE SINCERITE

Les Parties soussignées affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

### FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cédant qui s'y oblige.

### BONNE FOI

Les Parties déclarent par la signature des présentes avoir été informées de la nécessité de s'échanger réciproquement les informations qu'elles jugent chacune en ce qui la concerne déterminante de leur consentement au sens de l'article 1112-1 du Code civil.

En conséquence, elles confirment avoir échangé toutes les informations qu'elles jugent déterminantes, à la date des présentes.

Les dispositions de l'article 1112-1 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations sont ci-après littéralement reproduites :

*« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.*

*Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.*

*Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.*

*Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.*

*Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.*

*Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »*

Paraphes : 



Le rédacteur des présentes a ainsi rappelé que le manquement à ce devoir d'information peut entraîner, outre la responsabilité de celui qui en était tenu, l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants.

### DECHARGE

Les Parties reconnaissent et déclarent :

- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la présente cession ;
- donner décharge pure et simple entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu, entre elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

### SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les Parties sont expressément convenues de ce qu'elles signent électroniquement le présent contrat conformément aux dispositions des articles 1366 et s. du Code civil, par l'intermédiaire du prestataire de services DocuSign qui assurera la sécurité et l'intégrité des copies numériques du contrat dans les conditions prévues par les Lois et Règlements Relatifs à la Signature Électronique.

En conséquence, conformément aux dispositions des articles 1367 et 1368 du Code Civil, les Parties reconnaissent qu'elles peuvent signer cet acte par voie électronique, et que cette signature électronique revêt la même valeur juridique qu'une signature manuscrite.

Les Parties s'engagent chacune en ce qui la concerne, à prendre toutes les mesures appropriées pour que la signature électronique du présent contrat soit effectuée par son représentant dûment autorisé aux fins des présentes.

Chacune des Parties reconnaît et accepte que sa signature du contrat via le processus électronique susmentionné est effectuée en toute connaissance de la technologie mise en œuvre, de ses conditions d'utilisation et des Lois et Règlements Relatifs à la Signature Électronique et, en conséquence, renonce irrévocablement et inconditionnellement par les présentes à tout droit que cette Partie pourrait avoir d'engager une réclamation et/ou une action en justice, directement ou indirectement, découlant de ou liée à la fiabilité dudit processus de signature électronique ou à la preuve de son intention de conclure le contrat à cet égard.

\* \*  
\*

**Le Cédant**  
**Pour la société CENFRAN**  
**M Frank BECQUET**

Le 29 décembre 2023

DocuSigned by:  
  
AB53E270F3D3489...

Paraphes : 

Page 7 sur 8



**Les Cessionnaires**

**Pour la société CORE**

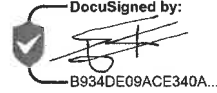
**La Société MANALOE**  
**Représentée par M Matthieu LAURET**

Le 29 décembre 2023

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...

**La société SANZAC**  
**Représentée par M Pierre-Yves SANTIAGO**

Le 29 décembre 2023

DocuSigned by:  
  
B934DE09ACE340A...

**Pour la société BULLE**

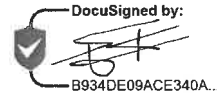
**La Société MANALOE**  
**Représentée par M Matthieu LAURET**

Le 29 décembre 2023

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...

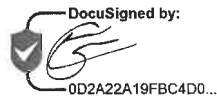
**La société SANZAC**  
**Représentée par M Pierre-Yves SANTIAGO**

Le 29 décembre 2023

DocuSigned by:  
  
B934DE09ACE340A...

**La société OLIVISS**  
**Représentée par M Ervis GUSHO**

Le 29 December 2023

DocuSigned by:  
  
0D2A22A19FBC4D0...

**Avec l'intervention de**

**La société 1TERKAZ**  
**Représentée par M Matthieu LAURET**

Le 29 décembre 2023

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...

Paraphes :



Page 8 sur 8



**1TERKAZ**  
**Société à responsabilité limitée au capital de 12 000 euros**  
**Siège social : 246 Chemin de la Draille - 34150 GIGNAC**  
**948 805 007 RCS MONTPELLIER**

---

**Les soussignés**

- **Monsieur Matthieu LAURET**  
demeurant 20 Le Gros Buisson - 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE
  
- **Monsieur Jean Baptiste VIRASSAMY**  
demeurant 20 Le Gros Buisson - 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE
  
- **Monsieur William VIRASSAMY**  
demeurant 246 chemin de la Draille - 34150 GIGNAC
  
- **Monsieur Pierre-Yves SANTIAGO**  
Demeurant 1 rue Félix Marquet – 44300 NANTES

Agissant en qualité de Gérants de la société 1TERKAZ, société à responsabilité limitée au capital de 12 000 euros, ayant son siège social 246 Chemin de la Draille - 34150 GIGNAC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 948 805 007 RCS MONTPELLIER,

Attestent, conformément aux dispositions de l'article L 221-14 du Code de commerce,

Avoir reçu ce jour, au siège social, un exemplaire original d'un acte intervenu le 29 décembre 2023 et enregistré au Service des Impôts de MONTPELLIER le \_\_\_\_\_, portant cession par :

la société **CENFRAN**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, ayant son siège social à ORVAULT (44700) – 8 rue des Buttes, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 950 835 595,

De **600 parts sociales de la Société** à la société **CORE** société par actions simplifiée au capital de 12 000 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 951 788 272,


De **127 parts sociales de la Société** à la société **BULLE**, société par actions simplifiée au capital de 12 000 euros ayant son siège social à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES sous le numéro 952 185 106,

Comme conséquence de ce dépôt fait en application de l'article L. 221-14 du Code de commerce, la cession de part précitée est devenue opposable à la Société à compter de ce jour.


**Monsieur Matthieu LAURET**

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...


**Monsieur William VIRASSAMY**

DocuSigned by:  
  
EBFFCFEF039F9492...

**Monsieur Jean-Baptiste VIRASSAMY**

DocuSigned by:  
  
5649C8662BC14FA...

**Monsieur Pierre-Yves SANTIAGO**

DocuSigned by:  
  
B934DE09ACE340A...



# **1TERKAZ**

**Société à Responsabilité Limitée  
au capital de 12 000 €**

**Siège social : 246 chemin de la Draille – 34150 GIGNAC**

**948 805 007 R.C.S. MONTPELLIER**

## **STATUTS**

**-=-=-=-=-=-**

**Mis à jour en date du 29 décembre 2023  
(Par décisions unanimes des associés)**

**Les soussignés :**

- La Société **MANALOE**, société par actions simplifiée au capital de 12 752 € ayant son siège social à VIGNEUX DE BRETAGNE (44360) – Les Oisinet, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES sous le numéro 901 051 516,

Représentée par Monsieur **Mathieu LAURET**, son Président

- **Monsieur Pierre-Yves**, José, Emile, **SANTIAGO**,  
Demeurant à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet,  
Né à DRAGUIGNAN (83) le 29 janvier 1966,  
De nationalité française,  
Marié avec Madame Claire LEVEZAC sous le régime de la séparation de biens suivant contrat en date du 22 septembre 2021 passé par-devant Maître Marie-Armelle NICOLAS, Notaire à ORVAULT, précédemment à leur union célébrée à la Mairie de NANTES le 16 octobre 2021.
- **Monsieur Jean Baptiste**, William, Ludovic, **VIRASSAMY**,  
Demeurant à TREILLIERES (44119) – 14 rue du Bocage,  
Né à GANGES (34) le 6 janvier 1995,  
De nationalité française,  
Célibataire non engagé dans un Pacte Civil de Solidarité,
- **Monsieur William**, Dominique, **VIRASSAMY**,  
Demeurant à GIGNAC (34150) – 246 chemin de la Draille,  
Né à SAINT DENIS (974) le 26 avril 1967,  
De nationalité française,  
Marié avec Madame Evelyne LAURET sous le régime de communauté à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union célébrée à la Mairie de MONTPELLIER le 5 janvier 1991,

**Avec l'intervention de :**

- **Madame Evelyne**, Jane, LAURET épouse **VIRASSAMY**,  
Demeurant à GIGNAC (34150) – 246 chemin de la Draille,  
Née à LE TAMPON (974) le 22 février 1969,  
De nationalité française,  
Marié avec Monsieur William VIRASSAMY sous le régime de communauté à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union célébrée à la Mairie de MONTPELLIER le 5 janvier 1991,

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

**ARTICLE 1 – FORME**

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

## ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la rénovation de tous bâtiments neufs et anciens, dans tous les corps d'état (peinture, carrelage, pose de parquet, démolition, plâtrerie, électricité, plomberie, charpente, ossature en bois et nettoyage de chantier) auprès d'une clientèle privée (particuliers et professionnels) et publique ;
- l'entretien extérieur des bâtiments ;
- la formation et/ou l'assistance pour la réalisation de ces travaux ;
- tous travaux dans tous les corps d'état dans le domaine du bâtiment ;
- toute prestations de services et le négoce de produits dans le domaine du bâtiment et l'apport d'affaires ;
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

## ARTICLE 3 – DÉNOMINATION

La dénomination de la Société est : « **1TERKAZ** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

## ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **GIGNAC (34150) – 246 chemin de la Draille**.

Le déplacement du siège social est décidé par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le siège social peut cependant être transféré en tout endroit du territoire français par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

**ARTICLE 5 – DURÉE**

La durée de la Société est fixée à **QUATRE-VINGT DIX NEUF (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**ARTICLE 6 – APPORTS**

I – Il a été apporté lors de la constitution la somme de dix mille euros, ci..... 10.000 €  
par apports en numéraire

II - Aux termes des décisions de la collectivité des associés en date du 17 mai 2023 le capital social a été augmenté d'une somme de trois mille quatre cent dix euros, ci... 3 410 €  
par apports en numéraire

III - Aux termes des décisions de la collectivité des associés en date du 1<sup>er</sup> juin 2023, le capital social a été réduit d'une somme de mille quatre cent dix euros, ci ..... (-1 410 €)  
par rachat et annulation de 1.410 parts sociales.

=====

**TOTAL DES APPORTS : Douze mille euros, ci..... 12 000 €**

**Dispositions pour les apporteurs mariés sous le régime de la communauté des biens :**

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil,

Madame Evelyne VIRASSAMY est intervenue à la signature des statuts constitutifs et lors des décisions unanimes des associés du 17 mai 2023 par laquelle Monsieur William VIRASSAMY a souscrit de nouvelles parts et a reconnu avoir été régulièrement avertie et avoir reçu une information complète sur ces apports.

Madame Evelyne VIRASSAMY a déclaré renoncer définitivement à revendiquer la qualité d'associé, reconnaissant exclusivement cette qualité à son conjoint pour la totalité des parts sociales émises en représentation des apports effectués (constitution et augmentation de capital du 17 mai 2023).

**ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à **DOUZE MILLE EUROS (12 000 €)**.

Il est divisé en **DOUZE MILLE (12 000) parts sociales d'UN EURO (1 €) chacune**, entièrement libérées.

**ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

**Société MANALOE,**  
DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX parts sociales,  
numérotées de 1 à 2.590, ci..... 2.590 parts

**Monsieur William VIRASSAMY,**  
DEUX MILLE CENT CINQUANTE parts sociales,  
numérotées de 2.591 à 4.740, ci..... 2.150 parts

**Monsieur Jean-Baptiste VIRASSAMY,**  
QUATRE MILLE DEUX CENT QUINZE parts sociales,

numérotées de 4.741 à 8.955, ci.....	4.215 parts
<b>Société SANZAC,</b> MILLE QUATRE VINGT SIX parts sociales, numérotées de 8.956 à 10.041, ci.....	1.086 parts
<b>Société OLIVISS,</b> SIX CENT VINGT SEPT parts sociales, numérotées de 10.769 à 11.395, ci.....	627 parts
<b>Société VIRALAU,</b> SIX CENT DEUX parts sociales, numérotées de 11.396 à 11.997, ci.....	602 parts
<b>Société SANLAUZAC,</b> UNE part sociale, numérotée 11.998, ci.....	1 part
<b>Société BULLE,</b> CENT VINGT HUIT parts sociales, numérotées de 10.642 à 10.768 et 11.999, ci.....	128 parts
<b>Société CORE,</b> SIX CENT UNE parts sociales, numérotées de 10.042 à 10.641 et 12.000, ci.....	601 parts
	=====
TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social	
<b>DOUZE MILLE parts sociales</b> .....	12.000 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

#### **ARTICLE 9 – COMPTES COURANTS**

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, le délai de préavis pour le retrait des sommes et toutes autres modalités nécessaires au fonctionnement des comptes courants sont arrêtés dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

### ***10.1. Augmentation du capital social***

#### **10.1.1. Dispositions générales**

Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois au moyen d'apports en numéraire par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, ou en nature ou encore par capitalisation de tout ou partie des primes, bénéfices et réserves de la société. Aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

Les augmentations de capital et les modalités de leur réalisation sont décidées par les associés à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés, à l'exception des augmentations de capital par voie d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes qui sont décidées par les associés représentant la moitié des parts sociales et les augmentations de capital en numéraire par élévation de la valeur des parts qui sont décidées par l'unanimité des associés.

La décision collective portant augmentation du capital peut prévoir que celle-ci sera réalisée par la création de parts nouvelles assorties d'une prime d'émission ou d'apport dont elle détermine le montant et l'affectation.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de biens ou de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit.

Dès lors que le conjoint du souscripteur aura notifié à la Société son intention d'être personnellement associé, cette qualité lui sera également reconnue pour la moitié des parts souscrites. Si cette notification a lieu lors de la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément de l'associé vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément du conjoint par les autres associés est soumis aux dispositions de l'article "Cession - transmission - location des parts sociales". L'époux associé ne participe alors pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Si le conjoint n'est pas agréé, l'époux demeure associé pour la totalité des parts souscrites.

Par décision prise en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, de nouvelles parts d'industrie peuvent être créées au cours de la vie sociale en vue de leur attribution gratuite à un ou plusieurs nouveaux associés afin de rémunérer leurs connaissances techniques et professionnelles, leur travail et leur savoir-faire.

#### **10.1.2. Augmentation de capital en numéraire**

En cas d'augmentation du capital en numéraire, chaque associé dispose proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, d'un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles. En cas d'insuffisance des souscriptions préférentielles, les parts nouvelles ainsi rendues disponibles seront attribuées aux associés qui auront déclaré vouloir souscrire un nombre de parts supérieur à celui qu'ils auront pu souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement à leur part dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

Ce droit de préférence, à titre irréductible et à titre réductible, est exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la collectivité des associés.

Il peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article "Cession - transmission - location des parts sociales".

Les parts non souscrites par les associés ne peuvent être attribuées qu'à des personnes agréées aux conditions fixées à l'article précité.

La collectivité des associés peut, par décision extraordinaire et sur rapport spécial de la gérance, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription en en avisant la Société.

Les parts nouvelles doivent être libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

Les fonds affectés à la libération des parts doivent être déposés dans les huit jours de leur réception à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque. Le retrait de ces fonds ne peut être opéré par le mandataire de la Société que postérieurement à l'assemblée générale constatant la réalisation de l'augmentation du capital et qu'après l'établissement du certificat du dépositaire. Mention de la libération des parts et du dépôt des fonds doit être portée dans les statuts.

Si l'augmentation de capital n'est pas réalisée dans le délai de six mois à compter du premier dépôt de fonds, les souscripteurs peuvent, soit individuellement, soit par mandataire les représentant collectivement, demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, l'autorisation de retirer le montant de leurs souscriptions.

#### **10.1.3. Augmentation de capital par apport en nature**

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des associés ou, à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête d'un associé ou de la gérance.

Toutefois, les associés peuvent décider à l'unanimité que le recours à un commissaire aux apports ne sera pas obligatoire, lorsque la valeur d'aucun apport en nature n'excède 30 000 euros et si la valeur totale de l'ensemble des apports en nature non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital.

#### **10.2. *Réduction du capital social***

Le capital social peut également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat des parts, par réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés. Si la Société est pourvue d'un (de) Commissaire(s) aux Comptes, le projet de réduction du capital lui (leur) est communiqué quarante-cinq jours au moins avant la date de la décision des associés appelés à statuer sur ce projet. Il(s) fait (font) connaître aux associés son (leur) appréciation sur les causes et conditions de la réduction.

En cas de décision de réduction du capital non motivée par des pertes, les créanciers de la société dont la créance est antérieure à la date de dépôt au greffe du Tribunal de commerce du procès-verbal constatant cette décision, peuvent former opposition à la réduction dans le délai d'un mois à compter de la date du dépôt. L'opposition est signifiée à la Société par acte de commissaire de justice et portée devant le Tribunal de commerce. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

Lorsque par la décision de réduction du capital non motivée par des pertes, la gérance a été autorisée à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler, cette acquisition doit être réalisée dans le délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition ci-dessus précisé en faveur des créanciers. Cet achat emporte annulation desdites parts.

### **10.3. Rompus**

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, les associés doivent, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

## **ARTICLE 11 – ÉMISSION D'OBLIGATIONS**

Si la Société a désigné un Commissaire aux Comptes et que les comptes des trois derniers exercices de douze mois ont été régulièrement approuvés par les associés, elle peut, conformément à l'article L. 223-11 du Code de commerce, émettre des obligations nominatives à condition de ne pas procéder à une offre au public de ces obligations. Ce sont des titres négociables qui, dans une même émission, confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale.

L'émission d'obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires.

Lors de chaque émission d'obligations, la Société doit mettre à la disposition des souscripteurs une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R. 223-7 et R. 223-9 du Code de commerce.

Le prix d'émission est payable en totalité à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, dans les conditions déterminées par l'assemblée générale des associés.

Les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte dans les registres de la Société. La Société tient à jour la liste des personnes titulaires d'obligations nominatives, avec l'indication du domicile déclaré par chacune d'elles.

Les obligataires sont groupés, dans les conditions fixées par la loi, en une masse jouissant de la personnalité morale. A l'issue de la souscription, ils se réuniront en assemblée générale distincte de celle des associés de la Société, à la diligence de la gérance, aux fins de désigner, dans le respect des règles fixées par les articles L. 228-48 et L. 228-49 du Code de commerce, leurs représentants qui ne pourront en aucun cas excéder trois. En cas d'urgence, les représentants de la masse peuvent être désignés par décision de justice à la demande de tout intéressé.

## **ARTICLE 12 – SOUSCRIPTION, LIBÉRATION ET REPRÉSENTATION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération. Les parts représentatives d'apports en numéraire doivent être libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

## **ARTICLE 13 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES**

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Lorsqu'une part est grevée d'usufruit, les droits du nu-proprétaire et de l'usufruitier sont, sauf convention contraire des parties, répartis de la manière suivante :

- les dividendes et le report à nouveau reviennent à l'usufruitier ;
- le nu-proprétaire a droit aux réserves mais en cas de distribution de ces réserves, l'usufruitier a un droit de jouissance sur les sommes distribuées, sous la forme d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit ;
- lors du partage, le boni de liquidation et le remboursement des apports reviennent au nu-proprétaire mais restent soumis à l'usufruit, l'usufruitier pouvant disposer librement des sommes correspondantes, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit (C. civ., art. 587, quasi-usufruit).

#### **ARTICLE 14 – INDIVISIBILITÉ DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une part est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, pour les autres décisions, le nu-proprétaire et l'usufruitier peuvent convenir que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

#### **ARTICLE 15 – CESSION - TRANSMISSION - LOCATION – EXCLUSION - NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES**

##### ***15.1. Cession entre vifs***

**15.1.1.** Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous signature privée.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit de commissaire de justice ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publication des statuts modifiés au Registre du commerce et des sociétés ; ce dépôt peut être effectué par voie électronique.

En l'absence de publication des statuts modifiés au Registre du commerce et des sociétés, le cédant ou le cessionnaire peut, après mise en demeure du gérant d'effectuer cette publication, restée vaine au terme d'un délai de huit jours, et en justifiant de la saisine du président du tribunal en application de l'article L. 123-5-1 ou de l'article L. 210-7 du Code de commerce, déposer contre récépissé l'acte de cession de parts sociales au Registre du commerce et des sociétés. A titre conservatoire et jusqu'à la décision du tribunal, ce dépôt rend la cession opposable aux tiers, sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues au deuxième alinéa du présent article.

**15.1.2.** Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte de commissaire de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lui est remise contre émargement ou récépissé.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé d'un commun accord entre les parties ou en cas de contestation, à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société.

Si les modalités de détermination du prix des parts sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

A la demande du gérant, ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

En cas de désaccord sur le prix fixé par l'expert, le cédant peut renoncer à la cession de ses parts, dans les quinze jours de la notification dudit prix, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant et de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé qui avait proposé de céder ses parts à une personne non associée, ne peut, en cas de non-agrément, exiger le rachat de celles-ci s'il n'en est propriétaire depuis deux ans au moins, sauf le cas où il les aurait recueillies par succession, liquidation de communauté entre époux ou donation du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant.

### ***15.2. Revendication par le conjoint de la qualité d'associé***

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

### ***15.3. Transmission par décès***

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant.

La transmission des parts sociales de l'associé décédé au profit d'une personne non associée est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1 pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

En cas de refus d'agrément, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter par des tiers ou par la Société les parts des héritiers non agréés dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs. Si aucune de ces solutions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément des héritiers est réputé acquis.

Dans les cas prévus ci-dessus, la valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Le cas échéant, les frais d'expertises seront à la charge de la société.

Pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur état civil et de leurs qualités héréditaires auprès de la gérance qui peut toujours requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

### ***15.4. Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé***

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

#### **15.5. Location des parts sociales**

Les parts sociales peuvent être données en location à une personne physique sous les conditions et limites prévues aux articles L. 239-1 à 239-5 du Code de commerce.

Le contrat de location est constaté par un acte sous signature privée soumis à la formalité de l'enregistrement ou par un acte authentique, et comportant les mentions prévues à l'article R. 239-1 du Code de commerce.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire des parts doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales.

Le défaut d'agrément du locataire interdit la location effective des parts sociales.

La délivrance des parts louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom du bailleur dans les statuts de la Société. A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le gérant peut inscrire ces mentions dans les statuts sous réserve de la ratification de cette décision par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux parts louées, notamment le droit aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Les parts louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. L'évaluation est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial. En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans les statuts de la Société par décision des associés ou par le gérant dans les mêmes conditions qu'à la délivrance des parts louées.

Les parts louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

#### **15.6. Exclusion d'un associé**

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;
- mésentente durable entre associés entraînant la paralysie de la société ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;

- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires d'un associé personne morale ou faillite personnelle d'un associé personne physique ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce d'un associé personne morale ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le ou les Gérants pendant deux exercices consécutifs,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Gérant de la Société.

La décision d'exclusion est prise suivant les règles prévues pour les Assemblées Générales Extraordinaires.

Elle ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Gérant.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des parts de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des parts ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément).

La totalité des parts de l'associé exclu doit être cédée dans les 15 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des parts de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Les frais d'expertise seront partagés par moitié entre l'associé exclu et la Société.

Si la cession des parts de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause d'exclusion ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

#### **15.7. Nantissement des parts sociales**

Tout projet de nantissement de parts sociales doit être notifié à la Société et sera soumis à l'autorisation des associés dans les conditions prévues pour les cessions entre vifs conformément aux dispositions des articles L.223-14 et L. 223-15 du Code de commerce et du paragraphe 15.1. ci-dessus.

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions des articles 2346 à 2348 du Code civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

Le défaut de notification, comme le refus d'agrément, n'empêche pas le nantissement, mais, en cas de réalisation du nantissement, l'adjudicataire ou le créancier attributaire devra être agréé par les associés dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts pour la cession des parts sociales entre vifs.

#### **ARTICLE 16 – DÉCÈS, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIÉ**

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

#### **ARTICLE 17 – GÉRANCE**

**17.1.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérant(s), personne physique choisie, associée ou non, avec ou sans limitation de la durée de son mandat.

- **Monsieur Pierre-Yves SANTIAGO,**  
Demeurant à NANTES (44300) – 1 rue Félix Marquet,
- **Monsieur Mathieu LAURET,**  
Demeurant à TREILLIERES (44119) – 14 rue du Bocage,
- **Monsieur William VIRASSAMY,**  
Demeurant à GIGNAC (34150) – 246 chemin de la Draille,
- **Monsieur Jean Baptiste VIRASSAMY,**  
Demeurant à TREILLIERES (44119) – 14 rue du Bocage,

sont nommés premiers cogérants de la Société pour une durée illimitée, ce qu'ils déclarent accepter par la signature des présentes.

Leur rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

Monsieur Mathieu LAURET, Monsieur Pierre-Yves SANTIAGO, Monsieur William VIRASSAMY et Monsieur Jean Baptiste VIRASSAMY déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter les fonctions de gérant et qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

**17.2.** Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la Société, tous actes de gestion, sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification par les associés statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires.

**17.3.** Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par décision du Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

**17.4.** Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Si, pour quelque cause que ce soit, la Société se trouve dépourvue de gérant et notamment en cas de décès, de démission, de révocation, ou en cas de placement sous tutelle du gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux Comptes de la Société convoque l'assemblée des associés, à seule fin de procéder, le cas échéant, à la révocation du gérant unique et, dans tous les cas, à la désignation d'un ou de plusieurs gérants. L'assemblée sera convoquée dans les conditions de forme et de délai précisées par les dispositions réglementaires en vigueur. En cas de décès du gérant unique, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de quinze à huit jours.

En cas de cessation des fonctions du gérant pour quelque cause que ce soit, la mention de son nom dans les statuts peut être supprimée à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

**17.5.** Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

#### **ARTICLE 18 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Les associés peuvent nommer par décision collective ordinaire un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, en application des articles L. 223-35, L. 823-1 et suivants du Code de commerce.

Cette nomination est obligatoire si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret. Le Commissaire aux Comptes sera nommé pour un mandat de six exercices et exercera son mandat dans le cadre d'un audit légal classique.

Si un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital en font la demande, la Société sera également tenue de désigner un Commissaire aux Comptes, pour un mandat de trois exercices et sera soumise à l'audit légal "petites entreprises".

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. La durée de son mandat sera de six exercices.

Dans le cas où une telle nomination demeure facultative, la collectivité des associés disposera toujours de la faculté de désigner volontairement un Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues à l'article L. 223-29 du Code de commerce. La Société pourra limiter la durée du mandat à trois exercices et sera ainsi soumise à l'audit légal "petites entreprises".

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

#### **ARTICLE 19 – CONVENTIONS ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ**

La gérance ou le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- . l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- . le nom des gérants ou associés intéressés ;
- . la nature et l'objet desdites conventions ;
- . les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- . l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique au conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

## **ARTICLE 20 – DÉCISIONS COLLECTIVES**

**20.1.** Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes sociaux et pour toutes autres décisions prises sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales.

**20.2.** Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

En cas de décès du gérant unique, le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement, dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, lorsque l'assemblée est convoquée, en raison du décès du gérant unique, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, ou un associé, le délai est réduit à huit jours.

La Société peut également recourir à la communication électronique pour convoquer les associés et leur communiquer les documents d'information préalable aux assemblées en soumettant la proposition aux associés soit par voie postale, soit par voie électronique. Chaque associé peut donner son accord écrit par lettre recommandée ou par voie électronique, au plus tard vingt jours avant la date de la prochaine assemblée des associés. En cas d'accord, la convocation et les documents et renseignements sont transmis à l'adresse indiquée par l'associé. En l'absence d'accord de l'associé, la Société a recours à un envoi postal.

Les associés qui ont consenti à l'utilisation de la voie électronique peuvent, par cette voie ou par lettre recommandée, demander le retour à un envoi postal vingt jours au moins avant la date de l'assemblée suivante.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Un ou plusieurs associés, détenant le vingtième des parts sociales et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de faire inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée des points ou projets de résolution par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou courrier électronique avec accusé de réception, vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

Un associé qui veut user de cette faculté peut demander par lettre simple ou recommandée ou par courrier électronique à la Société de l'aviser selon l'une de ces modalités, de la date prévue pour la réunion de l'assemblée. La Société est tenue d'envoyer cet avis par lettre simple ou recommandée, si l'associé lui a adressé le montant des frais d'envoi de cette lettre, ou par un courrier électronique à l'adresse qu'il a indiquée.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée.

La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte de ces projets, lesquels peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Les associés sont autorisés à participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément à la loi, cette disposition n'est pas applicable aux assemblées portant sur l'approbation des comptes annuels et des comptes consolidés.

Les associés participant ainsi à distance à l'assemblée sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé ou en cas de décès de l'associé-gérant unique, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

**20.3.** En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

**20.4.** Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

## **ARTICLE 21 – DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES**

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats dans les six mois de la clôture de chaque exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant sur requête.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

## **ARTICLE 22 – DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- . à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile ;

- . à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts ;

- . par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves .

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

## **ARTICLE 23 – DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTRÔLE DES ASSOCIÉS**

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

#### **ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> JANVIER et finit le 31 DECEMBRE.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 DECEMBRE 2024.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et le cas échéant, annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

#### **ARTICLE 25 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS**

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

#### **ARTICLE 26 – PROROGATION**

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

#### **ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

#### **ARTICLE 28 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

#### **ARTICLE 29 – DISSOLUTION – LIQUIDATION**

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

#### **ARTICLE 30 – CONTESTATIONS**

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

**Certifié conforme**

DocuSigned by:  
  
91CCF5BDE2A1401...